



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE
Séance du 12 juin 2018

DELIBERATION
N° CFVU 38-FCV-010

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 31
Voix favorables : 31

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 1^{ère} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit social,
parcours type Droit et Management Social de l'Entreprise
Formation initiale en apprentissage ou en professionnalisation 1^{ère} année***

année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6 relatif à l'accès aux formations du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit social,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la Faculté de Droit et Sciences politiques en date du 13 février 2018,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 1^{ère} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et Management Social de l'Entreprise sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

Le Master 1 Droit, Économie, Gestion, mention Droit social, parcours type formation en apprentissage ou professionnalisation est la première année d'un cycle de deux ans réalisé en alternance. Le master 1 permet plus particulièrement d'acquérir et/ou d'approfondir des connaissances et des compétences spécifiques en droit du travail et de la protection sociale et plus largement en droit de l'entreprise.

ARTICLE 2. Accès de plein droit

L'inscription annuelle à la 1^{ère} année du Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit Social parcours type Droit et Management Social de l'Entreprise (DMSE) en apprentissage ou en professionnalisation, est conditionnée par la justification de 180 ECTS acquis au titre d'une licence en droit, de la licence en droit parcours type juriste d'entreprise ou d'une licence d'administration économique et sociale **et** l'obtention d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation pour l'ensemble du master droit social parcours DMSE. Dans tous les cas, compte tenu des contraintes liées aux autorisations d'ouverture de cycles d'apprentissage par la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, le nombre de places minimum de mise-en-œuvre est de 8 apprentis et il est limité à 16 (cf. dossier d'ouverture du parcours d'apprentissage).

Le recrutement se fait sur dossier de candidature accompagné éventuellement d'un entretien.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

Les étudiants qui ne peuvent pas justifier de 180 ECTS au titre des diplômes sus cités, peuvent être autorisés par le Président de l'Université sur avis d'une commission, à s'inscrire après validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels.

Ce diplôme est également ouvert, dans la limite des places disponibles et dans le respect de la cohérence du groupe, aux personnes attributaires d'un contrat de professionnalisation, ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

Le redoublement du master première année Droit, Économie, Gestion, mention Droit Social parcours type DMSE en apprentissage ou professionnalisation est soumis à une décision spécifique du jury d'examen, de l'entreprise où se déroule le contrat en alternance et, dans le cadre de l'apprentissage, du CFA gestionnaire.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5. Organisation de la formation

Le master première année Droit, Économie, Gestion, mention Droit Social parcours type DMSE en apprentissage ou professionnalisation est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Chaque semestre comprend quatre unités d'enseignement, et totalise trente crédits. Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

Les enseignements sont dispensés en français excepté le cours « langue étrangère appliquée » qui est confié à un prestataire professionnel.

ARTICLE 6. Modalités de constitution des groupes de cours

L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD). Le parcours alternance est limité à un seul groupe de cours et à un seul groupe de TD.

ARTICLE 7. Obligation d'assiduité

La présence et la participation des alternants aux enseignements quelle que soit leur nature (CM ou TD) est obligatoire et contrôlée. Toute absence est signalée au CFA d'une part et/ou à l'employeur de l'alternant d'autre part. Trois absences non justifiées sont sanctionnées par la note zéro à la matière concernée.

Les travaux dirigés sont assurés et notés sous la responsabilité des enseignants titulaires du cours magistral. L'assiduité et la participation sont prises en compte dans la notation.

ARTICLE 8. Module vie professionnelle et stage

Le master première année Droit, Économie, Gestion, mention Droit Social parcours type DMSE en apprentissage ou professionnalisation est organisé en alternance université/entreprise. La période effectuée en entreprise est suivie par le biais du livret de l'alternant et fait l'objet d'une évaluation.

ARTICLE 9. Mobilité internationale

La mobilité internationale de l'apprenti ne peut avoir lieu que dans le cadre de son contrat de travail, elle est fonction des besoins et de la structuration de l'entreprise et relève de sa responsabilité.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

TITRE IV -

ARTICLE 10. Organisation des examens – cf. annexe

Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Toutefois, au regard de la spécificité du rythme induit par l'alternance, certaines matières peuvent faire l'objet d'un contrôle continu ou d'une évaluation en cours de semestre après la fin du cours ou en fin de semestre.

ARTICLE 11. Modalités d'organisation de la première session

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- ▶ par un contrôle continu pour l'UE3 et l'UE4 du semestre 1 ainsi que pour l'UE7 et l'UE8 du semestre 2.
- ▶ par un examen terminal à la fin ou en cours de chaque semestre après la fin du cours pour les autres matières.

Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue lors des séances de travaux dirigés lorsqu'ils existent ou à défaut lors des séances de cours.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.

Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

Examen terminal :

L'examen de chaque semestre comporte :

Un contrôle terminal qui fait l'objet d'une session écrite, orale ou de projets individuels ou de groupe, selon les matières (Cf. annexe)

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0. Dans ce cas, l'étudiant est considéré comme défaillant.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 12. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les unités d'enseignement qui leur ont fait défaut sur les deux semestres.

Dans le cas où l'étudiant n'est pas déclaré admis à la session 1 de chacun des semestres, les unités d'enseignement non validées donnent lieu à une deuxième session, à l'exception de l'UE 8 du semestre 2.

Sont admis également à se présenter en session de rattrapage les stagiaires qui n'ont pu se présenter à une ou plusieurs épreuves écrites terminales à la session initiale du fait d'un cas de force majeure justifié dans les 10 jours. Pour bénéficier de cette disposition, le stagiaire devra déposer sa demande au plus tard 10 jours après la fin des épreuves de la session 1.

Déroulement de la session de rattrapage :

La seconde session est organisée sous forme d'épreuves orales. Pour les UE qu'il n'a pas validées, l'alternant ajourné à la session 1 conservera pour la seconde session uniquement, les notes des épreuves où il a obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne. L'épreuve orale portera alors sur la ou les matières où il n'a pas obtenu la moyenne, quel qu'ait été le mode d'évaluation en session 1 (contrôle continu ou examen terminal).

ARTICLE 13. Bonifications

L'implication à la vie du groupe, l'organisation de manifestations autour du master, la participation et l'investissement dans l'association des étudiants, donnent lieu à l'obtention d'une bonification dans la limite de 3,33% du total des points de chacun des 2 semestres soit 8 points maximum en S1 et 8 points maximum en S2. Ces points sont attribués sous la responsabilité des co-directeurs du diplôme. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale bonifiée puisse excéder 20/20.

La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE V - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 14. Condition de validation des unités et des semestres

Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► **Isolément :**

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne. Les matières qui la composent sont compensables entre elles.

► **Par compensation :**

Le semestre est validé lorsque l'alternant a obtenu une note moyenne au moins égale à 10/20 (300 points sur 600) à l'ensemble des unités d'enseignement qui le composent sous réserve d'absence de note éliminatoire, plus, le cas échéant, des bonifications dues aux matières facultatives.

Pour être déclaré admis au semestre 1, le candidat doit y obtenir une note de moyenne générale au moins égale à 10 sur 20 et une note supérieure ou égale à 5 sur 20 à chacune des UE constitutives ainsi qu'une note supérieure à 0 à chacune des épreuves de l'examen terminal.

Pour être déclaré admis au semestre 2, le candidat doit y obtenir une note de moyenne générale au moins égale à 10 sur 20 et une note supérieure ou égale à 5 sur 20 à chacune des UE 5 à 7 inclus et une note supérieure ou égale à 10 à la partie « évaluation en entreprise » de l'UE 8 ainsi qu'une note supérieure à 0 à chacune des épreuves de l'examen terminal.

La validation des semestres 1 et 2 emporte respectivement l'acquisition de 30 et 30 crédits européens correspondants (ECTS).

Si la matière est obtenue par compensation, les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

Dans les unités non validées : les matières auxquelles l'alternant a obtenu la moyenne, quelle que soit leur composition, sont validées et capitalisées isolément. Les matières auxquelles l'alternant n'a pas obtenu la moyenne, quelle que soit leur composition, ne sont pas validées.

Les semestres sont validés isolément et compensables. Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

Tout candidat déclaré défaillant ne peut bénéficier du dispositif de compensation pour l'obtention du semestre **ou de l'année**.

ARTICLE 15. Conditions d'attribution d'une mention

L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 16. Délivrance du diplôme

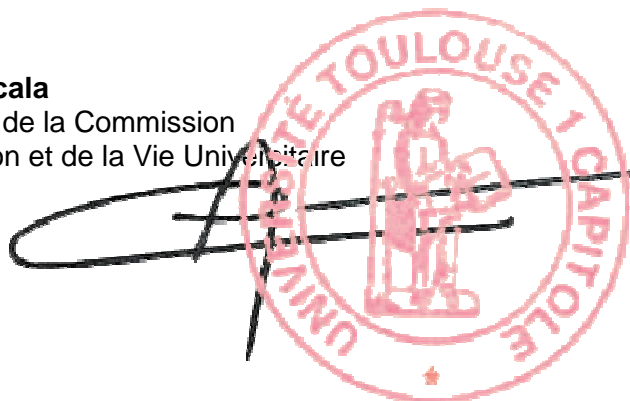
Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de maîtrise donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Fait à Toulouse, le 22 août 2018

Corinne Mascala

La présidente de la Commission
de la Formation et de la Vie Universitaire



PJ : annexe

Master 1 mention Droit social parcours-type Droit et Management Social de l'Entreprise apprentissage –année 2018-2019

Semestre 1	Enseignements	Statut	Mutualisé	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
			Avec ? Porteur ?				Session 1	Session 2			
UE1											
	Droit des obligations	Obligatoires	Porteur	6	24	0	Ecrit de 2h	oral	120	0	120
	Droit de l'environnement		M1 Juriste entreprise		18	0	Oral (3h)	Oral			
UE2											
	contrats de travail -principes généraux	Obligatoires	Porteur	9	24	0	Ecrit de 3h		180	0	180
	contrats de travail - séminaires applicatifs		Porteur		24	0		Oral			
UE3											
	Gestion de projet	Obligatoires	M1 Juriste entreprise	3	25	18	Contrôle continu	Oral	60	0	60
	Informatique		Porteur	3	18	9	Contrôle continu		60	0	60
UE4											
	Initiation au management	Obligatoires	Porteur	9	36	0	Contrôle continu	Oral	180	0	180
Bonification	<i>Activité sociale</i>	<i>Facultatif</i>							<i>8 points maxi</i>		
TOTAL semestre 1				30	169	27			600	0	600

* le volume horaire indiqué est un volume horaire correspondant au temps de mobilisation de l'alternant (déplacement-préparation-prestation)

Semestre 2	Enseignements	Statut	Mutualisé Avec ? Porteur ?	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation Session 1	Modalités d'évaluation Session 2	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
UE5	Sécurité sociale ; assurance chômage et fiscalité de l'entreprise	Obligatoires		9	48	0	Oral (3h)*		180	0	180
			Porteur					Oral			
UE6											
	Droit du travail	Obligatoires	Porteur	1,5	24	0	Oral (3h)*	Oral	30	0	120
	Droit de la défaillance économique et droit du travail		Porteur	1,5	21	0	Oral (3h)*	Oral	30	0	
	DIP		Mutualisé M1 JE	3	18	0	Oral (3h)*	Oral	60	0	
UE7		Obligatoires									
	techniques de communication		Porteur	3	18	21	contrôle continu	Oral	60	0	120
	animation et conduite de réunions		Porteur	3	18	0	contrôle continu	Oral	60	0	
UE8		Obligatoires	Porteur								
	Langue étrangère appliquée (S1) - Anglais			2,5	21	0	Contrôle continu	Sans objet	50	0	50
	Langue étrangère appliquée (S2) - Anglais			2,5	24	0	Contrôle continu	Sans objet	50	0	50
	Suivi individuel et évaluation en entreprise (12 h par alternant) – suivi et synthèse des résultats semestriels (12 groupe)			4	0	24	Livret de l'alternant	Sans objet	80	0	80
Bonification	<i>Activité sociale</i>	<i>Facultatif</i>							<i>8points maxi</i>		
TOTAL semestre 2				30	192	45			600	0	600
TOTAL ANNEE				60	361	72			1200	0	1200